

Registre ETS - Questions fréquentes

Vous trouverez ci-dessous des questions-réponses concernant l'ouverture de registre auprès de la CDC. Les réponses sont fournies directement par la CDC. J'espère que ces informations vous seront utiles pour ouvrir votre compte auprès de la CDC.

Si vous n'avez pas fait la demande de quotas gratuits, l'ouverture d'un compte n'est pas urgente et peut avoir lieu courant 2012. Si vous avez demandé des quotas gratuits, l'ouverture d'un compte est urgente, le formulaire doit être envoyé à la CDC avant le 20 décembre 2011, les documents justificatifs peuvent être envoyés plus tard.

Pour toutes les informations et documents sur l'ouverture de compte, vous pouvez consulter: <http://www.verifavia.com/fr/actualites/verifavia.php>

Pour toute question à la CDC, veuillez utiliser cette adresse: RegistreFrancais-GES@caissedesdepots.fr.

Cordialement,

Julien Dufour

Director, Aviation Carbon Events Ltd

CEO & EU ETS Lead Auditor, VerifAvia SARL & VerifAvia (UK) Ltd

+33 665 697 489

www.aviationcarbon2012.com - www.verifavia.com - www.sustainavia.com

La liste des documents justificatifs demandés est conforme au règlement n° 1193/2011 de la commission du 18 novembre 2011 (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:315:0001:0054:FR:PDF>) (voir annexe IV et IX).

- les exploitants qui n'ont pas fait de demande de quotas gratuits ou qui ne souhaitent finalement pas en obtenir doivent-ils soumettre le formulaire avant le 20 décembre?

Le formulaire est un pré-requis à l'ouverture du compte. Sans compte, pas de quotas (ni gratuits, ni payants). Or les exploitants d'aéronefs sont tenus de restituer chaque année, des quotas, à hauteur de leurs émissions vérifiées.

- Que se passe-t-il si un exploitant ne fait pas de demande d'ouverture de compte? Y a-t-il des pénalités?

Le règlement prévoit des pénalités si l'exploitant ne restitue pas, à partir de son compte dans le registre, les quotas à hauteur de ses émissions vérifiées pour l'année N-1. La première restitution prévue par le règlement aura lieu au plus tard le 30 avril 2013.

- Vous demandez le 'CODE D'IDENTIFICATION DU PLAN DE SURVEILLANCE', de quoi s'agit-il?

La DGAC va faire un courrier de rappel à tous les exploitants cette semaine. Elle fournira aussi la procédure pour obtenir le code d'identification de plan de surveillance. En ce qui concerne le code Eurocontrol cela a été pris en compte et sera demandé dans les nouveaux formulaires qui seront envoyés avec le courrier de la DGAC cette semaine.

- Y a-t-il une procédure spéciale (plus simple) pour les petits exploitants (petits émetteurs)? (pour information, la plupart n'ont que quelques vols par an dans l'ETS, et n'émettent que quelques tonnes de CO2 par an)

La réglementation ne prévoit pas de procédure simplifiée pour les petits émetteurs / exploitants

- A quoi correspondent les codes O, N, A, L, C dans le tableau du document 'liste des documents justificatifs'?

O pour Original, C pour Copie simple, N pour certification notariée du document, A pour apostille, et L pour légalisation. Lorsque plusieurs options sont proposées (par exemple : « N, A, L ») c'est au libre choix de l'exploitant d'aéronef.

- Pouvez-vous définir clairement ce que signifient les termes suivant: "Certification, Notarised, Apostille, Legalised" (Certification, Notariée, Apostille, Légalisation)?

Certification : une photocopie n'est pas suffisante, il faut la faire certifier conforme à l'original. Cette certification peut être effectuée par un Notaire, ou par l'application d'une Apostille (voir lien pour liste des pays où l'apostille peut-être applicable http://www.hcch.net/index_en.php?act=conventions.authorities&cid=41), ou par la légalisation du document par une autorité compétente de l'Etat de résidence.

- Vous demandez un "Certificat d'immatriculation / d'incorporation complété de tous documents utiles, datés de moins de trois (3) mois", je ne comprends pas comment cela peut exister pour des sociétés qui existent depuis plus de 3 mois?

C'est la date de production du certificat qui doit être de moins de trois mois. Par exemple en France, un KBis de moins de trois mois. L'objectif est d'être certain que ce document reflète la société telle qu'elle est aujourd'hui, et non pas telle qu'elle était lors de sa création.

- Vous demandez un "extrait daté de moins de trois (3) mois des Criminal records du pays de résidence ET éventuellement, si requis, un extrait des Criminal records en France.", cela me paraît compliqué et pas toujours disponible, est-ce vraiment nécessaire?

Nous demandons en effet les Criminal Record du pays de résidence pour la personne physique / pour les directeurs de la personne morale, c'est nécessaire en vertu du règlement (point 7 de l'annexe IV du Règlement Européen des Registres).

- Vous offrez la possibilité d'ouvrir un compte en tant que personne morale ou personne physique. Étant donné que la procédure a l'air beaucoup plus simple en tant que personne physique, il est possible que des exploitants préfèrent ouvrir un compte en tant que personne physique. Le peuvent-ils même s'ils représentent une société personne morale? Ont-ils le choix? Y a-t-il une implication particulière à l'une ou l'autre de ces deux options?

L'exploitant n'a pas le choix : le représentant d'une société doit ouvrir un compte de personne morale.